

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 10/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Nexstone (carrière de Carlencas)

RTE DE BEDARIEUX
34600 Carlencas-Et-Levas

Références : UD34/H3/MT/2026-051
Code AIOT : 0006600941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement Nexstone (carrière de Carlencas) implanté RTE DE BEDARIEUX 34600 Carlencas-et-Levas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Nexstone (carrière de Carlencas)
- RTE DE BEDARIEUX 34600 Carlencas-et-Levas
- Code AIOT : 0006600941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée jusqu'à 2033 pour une production maximale de 50000 t/an. Les matériaux sont traités dans les installations situées sur le même site, et qui reçoivent également les matériaux de la carrière MEAC qui est contiguë.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Avancement de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.3.8	Demande d'action corrective	30 jours
4	Forage / arrosage des pistes	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/10/2024, article 1	Sans objet
3	Aire de ravitaillement des engins de chantier	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont demandées par l'inspection concernant la remise en état de certains fronts de façon coordonnée à l'exploitation, et concernant l'aménagement du forage pour permettre la mise en œuvre des dispositifs d'aspersion d'eau pour l'abattage des poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : La société Carrières et Matériaux du Sud-Est (CMSE) dont le siège social est situé 855, rue René Descartes, AIX-EN-PROVENCE (13100) est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de sables dolomitiques et de dolomies sur la commune de Carlencas-et-Levas, aux lieux-dits « Combelongue et Roqueronde » et « Maillourènes » selon le plan de phasage joint en annexe I du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Ce plan de phasage remplace et annule celui établi par ENCEM en mars 2012 et joint au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013. Il porte sur les phases d'exploitation quinquennales 2023-2028 et 2028-2033.

Constats :

Un nouveau phasage a été prescrit par arrêté préfectoral du 30 octobre 2024 à la suite du constat, lors de la visite précédente, du non respect des conditions de progression de l'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013. Il a été constaté lors de la présente inspection que le phasage est respecté.

De plus l'exploitant a constitué les garanties financières correspondant à ce nouveau phasage conformément à l'article 2 de l'arrêté précité.

La cote d'exploitation se situe actuellement à 307 m NGF, ce qui est conforme à la cote minimale fixée à 298 m NGF pour la phase 2023-2028.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Avancement de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.3.8

Thème(s) : Autre, Avancement de la remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la demande d'autorisation.

Les travaux de remise en état du site dont l'ancienne couverture terreuse a été retirée ne peuvent conduire à une remise en état agricole ou forestière. Ils consisteront en une réinsertion paysagère du site avec les terrains alentours en estompant les aspects géométriques résultants de l'exploitation et en un aménagement écologique des lieux en reconstituant une diversité des milieux naturels. Ils seront menés de façon coordonnée avec l'exploitation.

A l'issue de l'exploitation, la carrière laissera un site ouvert, aux franges végétalisées pour une bonne intégration avec les boisements denses de pins noirs alentours. [...]

L'emprise de la carrière comportera au final une grande variété topologique comprenant des fronts résiduels d'une hauteur de 10 m au maximum, des zones de replats sur les carreaux et les banquettes, des pentes plus ou moins douces pour les fronts qui seront talutés en pied ou sur toute leur hauteur. [...]

Constats :

Le secteur en cours d'exploitation (à l'ouest du délaissé rocheux boisé), présente des fronts verticaux qui ne correspondent pas aux profils prévus dans l'étude d'impact de 2012, et dans l'annexe de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour répondre à la prescription réglementaire de remettre le site en état de façon coordonnée aux travaux d'exploitation, l'inspection demande de réaliser dès que possible les opérations d'adoucissement des pentes et de talutage en pied de fronts.

L'exploitant doit indiquer à l'inspection, en réponse au présent rapport, les modalités qu'il

envisage pour satisfaire à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Aire de ravitaillement des engins de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de ravitaillement des engins de chantier
Prescription contrôlée : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Le ravitaillement des engins de chantier se fait à partir d'une cuve de gazole non routier implantée sur le site. Une aire bétonnée et étanche se trouve à proximité immédiate de cette cuve pour permettre le stationnement des véhicules en cours de ravitaillement. Il a été constaté lors de la visite que le raccordement de l'aire étanche au séparateur à hydrocarbures est bien opérationnel, ce qui n'était pas le cas lors de la précédente visite d'inspection, et avait donné lieu à une demande d'action corrective.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Forage / arrosage des pistes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Forage / arrosage des pistes
Prescription contrôlée : Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m ² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. [...]
Constats :

<p>A la suite de la visite d'inspection de 2024, qui avait donné lieu à une demande d'action corrective sur ce point, l'exploitant a mis le forage en conformité avec les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, notamment par la réalisation d'une margelle bétonnée selon les conditions précisées à l'article 8 précité.</p> <p>Il a été constaté que la pompe de prélèvement reste à installer ainsi que le compteur volumétrique. La mise en place de ces équipements permettra de procéder à l'abattage des poussières par des asperseurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à la société Nexstone de confirmer la mise en place effective des aménagements complémentaires du forage, pour permettre son utilisation pour l'abattage des poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>